



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 874

PORTANT MISE EN DEMEURE

SCP VÉRONIQUE THIEBAUT – SOCIÉTÉ SPTP

Commune de Saint-Usage

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-8, L.511-1 et R.512-39-1 à R.512-39-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1988 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 17 janvier 2001, du 7 novembre 2008, du 29 décembre 2010 et du 20 novembre 2013, autorisant la société SPTP à exploiter des installations classées à Saint-Usage ;

Vu le jugement du 29 novembre 2016 rendu par le Tribunal de Commerce de Dijon prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire de la société SPTP et désignant comme liquidateur la société civile professionnelle THIEBAUT Véronique ;

Vu les courriers du liquidateur judiciaire du 24 janvier 2017, du 30 mai 2017 et du 29 juin 2017 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 19 novembre 2018 établi suite à l'inspection du 19 septembre 2018 et transmis au liquidateur judiciaire ;

Accueil général du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et 13 h 30 à 17 h
Accueil titres et réglementation du lundi au vendredi de 8 h 30 à 13 h
ADRESSE POSTALE : 21041 DIJON CEDEX – téléphone 03 80 44 64 00 – télécopie 03 80 44 65 72 – <http://www.bourgogne.gouv.fr>

Considérant que la société SPTP a été autorisée à exploiter des installations classées soumises à autorisation dans un établissement situé à Saint-Usage par arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1988 ; que la société SPTP a été déclarée en liquidation judiciaire par le tribunal de Tribunal de Commerce de Dijon ; que la société civile professionnelle Véronique THIEBAUT est désignée liquidateur judiciaire ;

Considérant que lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit notifier au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci ; que la notification doit indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site ; Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Considérant que la mise en sécurité du site ne se limite pas à la coupure de l'alimentation en gaz, en eau et en électricité, et à la fermeture des locaux à clefs ; que la société civile professionnelle Véronique THIEBAUT, en qualité de liquidateur judiciaire de la société SPTP, n'a pas informé le préfet des mesures prises ou prévues pour évacuer les produits dangereux et pour effectuer la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ; que la notification au préfet de la cessation d'activité des installations qui ont été exploitées par la société SPTP à Saint-Usage n'a donc pas été effectuée ;

Considérant que lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il existe, dans l'établissement de la société SPTP à Saint-Usage, au moins une dizaine de fûts de 200 litres de produits lubrifiants, plusieurs récipients de 1000 litres de produits corrosifs dangereux, une trentaine de récipients à pression transportables de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 ou 2, plusieurs dizaines de mètres cubes de déchets de bois inflammables, plusieurs dizaines de mètres cubes de cendres de chaudière de biomasse, des stocks de pièces métalliques, usagées ou non, plus d'une trentaine de récipients de 1000 litres plus ou moins vides souillés par des produits indéterminés, des réservoirs fixes de produits dangereux (soude, acide chlorhydrique, liquides inflammables...), des déchets divers (palettes, cartons...) ;

Considérant que tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ; que tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur ; que l'absence d'étiquetage sur de nombreux récipients présents dans l'établissement de la société SPTP ne permet pas d'identifier les produits contenus ou qui ont été contenus dans ces récipients ;

Considérant que certains produits stockés sont dangereux (récipients de produits corrosifs, récipients à pression transportables de gaz inflammables liquéfiés...) ; que ces produits dangereux lorsqu'ils sont liquides (produits corrosifs) sont susceptibles de polluer les eaux ou les sols dans les conditions de leur stockage sans précaution dans l'établissement de la société SPTP (à l'extérieur comme à l'intérieur des bâtiments, sans capacités de rétention associées...) ; que ces produits dangereux n'ont pas été évacués ; que le site n'est par ailleurs pas clôturé sur toute sa périphérie alors que la station d'épuration (bassins...) est accessible ; que le site n'a donc pas été mis en sécurité ; que le site de l'installation n'a donc pas été placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, même si certains produits liquides ne sont pas dangereux et même si certains déchets liquides stockés ne sont pas dangereux au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement, ces produits ou ces déchets ne sont pas inertes et sont susceptibles de polluer les eaux ou les sols dans les conditions de leur stockage sans précaution dans l'établissement de la société SPTP (à l'extérieur comme à l'intérieur des bâtiments, sans capacités de rétention associées...) ; que le site de l'installation n'a donc pas été placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le liquidateur judiciaire de la société SPTP méconnaît les dispositions du point III de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement aux installations ou aux activités, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ; qu'il y a lieu d'une part de mettre la société civile professionnelle Véronique THIEBAUT en demeure de notifier la cessation d'activité des installations qui ont été exploitées par la société SPTP à Saint-Usage et d'autre part de la mettre en demeure de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société civile professionnelle Véronique THIEBAUT, en qualité de liquidateur judiciaire de la société SPTP, est mise en demeure :

- 1° dans un délai d'un mois, de notifier la cessation d'activité des installations de la société SPTP situées à Saint-Usage, dans les conditions fixées par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement,
- 2° dans un délai de six mois, de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

La notification mentionnée au 1° ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- L'évacuation des produits dangereux ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Les délais fixés aux 1° et au 2° du premier alinéa commencent à courir à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Faute pour la société civile professionnelle Véronique THIEBAUT de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour la société civile professionnelle Véronique THIEBAUT et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Le recours peut être déposé via l'application Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société civile professionnelle Véronique THIEBAUT par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au maire de Saint-Usage,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité départementale de la Côte d'Or)

Fait à DIJON, le **28 NOV. 2018**

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT